

Si le gouvernement semble si disposé à plaire aux Américains, il est peu probable qu'il soit en position de défendre les intérêts canadiens avec une quelconque vigueur. Qui plus est, Ottawa est si peu sûr de lui-même dans cette affaire que, si l'on en croit certains documents officiels confidentiels, toute sa stratégie se résumerait à étouffer cette question afin de ne pas susciter la curiosité du public ou pour éviter un débat de fond.

Dangers économiques

Les économistes et les politiciens canadiens qui sont en faveur du libre-échange, croient que cet accord forcera les milieux d'affaires canadiens à se restructurer pour mieux faire face à la concurrence mondiale et qu'il entraînera des économies d'échelle qui créeront, à la longue, des nouveaux emplois. À l'heure actuelle, ce genre d'argument ne semble pas tenir sur des assises bien solides: les études sur les économies d'échelle sont de plus en plus remises en question à cause de leurs modèles fautifs et de leurs hypothèses de départ par trop étriquées. On affirme que la croissance économique (provoquée par le libre-échange) doit provenir du secteur manufacturier alors que celui-ci est contrôlé à 50% par des intérêts étrangers et qu'il serait bien surprenant et peu probable que ces derniers changent leur fusil d'épaule et se permettent de concurrencer leurs compagnies mères. De plus, notons que la plupart des nouveaux emplois créés ces dernières années proviennent des secteurs de la petite et moyenne entreprise. Ce sont précisément ces secteurs (qui représentent 20% de l'Association canadienne des manufacturiers), alliés aux agriculteurs et aux syndicats qui pensent justement qu'ils n'auront plus de raisons d'être au Canada si nous prenons part à ce qui s'annonce être une union économique continentale.

Leurs peurs sont amplement justifiées. À titre d'exemple, il est bon de rappeler que, ces dernières décennies, les populations et les investissements ont déserté les États limitrophes du nord des États-Unis, malgré leur libre accès au vaste marché américain. Pendant cette période (entre 1950 et 1980), les provinces canadiennes, grâce à leur appartenance à un marché séparé ont affiché un taux de croissance plus élevé que les États du nord des États-Unis, tant à ce qui a trait à l'accroissement de la population et de l'augmentation du niveau de vie, soit 72% au lieu de 47%! Or James Kelleher, ministre canadien du commerce a reconnu que nous risquons de perdre près de 800 000 emplois pendant la période de rajustement au libre-échange, dans ce que les économistes appellent par euphémisme, une "douche froide" et une "dislocation"! Des études ontariennes parlent d'une perte de 281 000 emplois dans le secteur manufacturier, chacun d'entre eux supportant plusieurs autres emplois ailleurs dans l'économie canadienne.

Les Américains nous ont aussi fait savoir qu'ils voudraient que le Canada élimine les politiques gouvernementales d'achat préférentiel, les programmes d'expansion régionale, le processus de stabilisation des prix pour les industries des ressources naturelles, les programmes d'aide et de bien-être, les garanties sur les niveaux de production canadienne prévues